



Le 31 janvier,
tous en grève et en manifestation
pour l'Éducation,
l'Enseignement supérieur et la Recherche

Le budget 2012 représente de nouveaux tours de vis : 14000 emplois supprimés dans l'Éducation nationale, dont 400 administratifs ; instauration d'un jour de carence en cas d'arrêt maladie, accélération de la mise en œuvre de la contre-réforme des retraites... Et s'ajoutent toutes les mesures idéologiques, dictées par les dogmes néolibéraux, qui ne sont pas sans conséquences en terme de dégradation des services publics et des conditions de travail. Il n'est pas un jour où le gouvernement n'annonce de nouvelles mesures qui renforcent l'austérité aggravant les conditions de vie de l'écrasante majorité des salariés.

Après avoir fait les frais du gel de la valeur du point d'indice, de la dégradation de leurs conditions de travail conséquente aux suppressions de postes des années passées, nos collègues, à commencer par celles et ceux de catégorie C dont le traitement passe une fois encore en dessous du SMIC ne sont pas épargnés.

Dans l'enseignement supérieur et la recherche, des gels d'emplois sont annoncés. Nul besoin d'être grand clerc, cependant, pour comprendre que les effets du budget de rigueur se feront également sentir : la logique de la LRU aboutit à ce que des suppressions soient en effet directement décidées par les présidents des universités.

Le contexte de crise économique et sociale et le souci de l'intérêt général imposeraient pourtant en matière de politique éducative d'autres choix, audacieux et qui ne gagent pas l'avenir des jeunes sur l'austérité d'aujourd'hui.

Nos revendications sont donc au contraire de rompre avec ces politiques basées sur les logiques d'individualisation et de concurrence, qu'elles s'appliquent aux élèves, ou aux personnels.

Le SNASUB-FSU s'est toujours opposé à toutes les réformes visant à individualiser les carrières des personnels, à évaluer leur performance individuelle... La crise ne change en rien cette perspective, sinon que renforcer notre détermination.

Le budget 2012 n'est pas plus acceptable aujourd'hui qu'il ne l'était à l'automne. Nous exigeons un collectif budgétaire

- pour rétablir les postes supprimés : aucune menace sur nos missions de services publics et leurs conditions de mise en œuvre n'est acceptable, et aujourd'hui encore moins qu'hier ;
- pour revaloriser les traitements des agents publics, titulaires ou non.
- pour la mise en œuvre effective d'un véritable plan lutte contre la précarité, un plan de titularisation.

Nous exigeons le retrait de la nouvelle gouvernance qui va modifier profondément l'organisation des services académiques, des EPLE mais aussi qui va voir une incidence profonde au bout du processus sur le projet éducatif porté par ce gouvernement dont l'objectif est avec le socle commun de baisser pour le plus grand nombre les niveaux de qualifications pour les remplacer par des compétences et l'élitisme pour une poignée.

Parce que défendre une autre politique éducative est nécessaire, parce que nous sommes plus que jamais attachés à nos missions et à leurs conditions de réalisation, parce qu'il n'est pas un jour où le gouvernement n'envisage d'aggraver l'austérité à laquelle il soumet l'ensemble de la population, nous pensons que la mobilisation est aujourd'hui à l'ordre du jour.

La CAN du SNASUB-FSU réunie les 17 et 18 janvier se prononce en faveur d'une grève et d'une manifestation nationale à Paris le 31 janvier.

Le SNASUB-FSU appellera donc les personnels de son champ de syndicalisation à se mobiliser et à manifester le 31 janvier.